

## **Les dimensions transnationales de l'anticommunisme de guerre froide : actions, réseaux, transferts**

### Rapport scientifique

#### ***Bilan général***

Le colloque est issu à la fois d'un projet de Luc van Dongen soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et du développement à l'Université Fribourg d'un pôle de spécialisation sur l'anticommunisme, à l'origine duquel se trouve le domaine Histoire des sociétés modernes et contemporaines.

Organisé par l'Université de Fribourg conjointement avec l'Institute for History de l'Université de Leiden (Pays-Bas), et grâce au soutien de différents partenaires (Universités de Fribourg et Leiden, Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche, FNS, Gebert Rûf Stiftung, Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent), le colloque a pu réunir une trentaine d'intervenants d'Europe et des Etats-Unis durant quatre jours. L'importance de l'événement pour l'Université de Fribourg comme pour la recherche historique en Suisse a été soulignée avec force par le président du Département des Sciences Historiques, le professeur Gilbert Casasus, dans son vibrant discours d'ouverture.

De l'avis des participants comme du public (venu nombreux), la manifestation fut une réussite tant du point de vue scientifique que social et organisationnel. Malgré la diversité des langues (français, anglais, allemand), les échanges furent nourris et d'excellent niveau.

L'un des objectifs en particulier, faire se rencontrer et mettre en rapport des spécialistes venus d'horizons divers, a été largement atteint. Des liens ont été noués qui laissent augurer des collaborations futures. Différents projets sont d'ailleurs à l'étude – outre le livre – pour pérenniser cette rencontre, à travers la mise sur pied d'un petit réseau de chercheurs internationaux, qui pourraient se réunir à intervalles plus ou moins réguliers pour des ateliers et conférences et échanger des informations via un site internet.

#### ***Les contributions***

L'enjeu du colloque était de réfléchir à la « transnationalité » de l'anticommunisme pendant la guerre froide. Dans quelle mesure celui-ci fut-il réellement concerté, coordonné et ramifié de manière transnationale ? Quelles interactions et interdépendances observe-t-on entre les différents types d'anticommunisme à l'échelle européenne et transatlantique ? Quelle fut la part prise par les Etats-Unis dans le processus ? Quelles furent les dynamiques de transfert à l'œuvre tant au niveau des pratiques que des idées ? Quels réseaux et quelles configurations enjambant les frontières le combat contre le « péril rouge » engendra-t-il ? Comment s'articulèrent activités clandestines (« *covert* ») et publiques (« *overt* »), privées et étatiques (« *State-Private Networks* ») ? Le concept de « transnational » est-il seulement pertinent dans le cas de l'histoire de l'anticommunisme ? Telles étaient les questions auxquelles les participants étaient invités à apporter des réponses.

Dans sa **conférence inaugurale**, Giles SCOTT-SMITH (Université de Leiden et Roosevelt Study Center à Middleburg) a insisté sur la nécessité d'inscrire l'anticommunisme dans la longue histoire de ses rapports dialectiques avec le communisme. Il a également rappelé la pluralité des obédiences anticommunistes (d'extrême-droite, conservatrice, social-démocrate, libertaire, etc.), indiquant par là que l'anticommunisme ne constitua jamais une idéologie en soi, mais plutôt une « plateforme » susceptible de mobiliser des mouvements divers, voire d'être instrumentalisée à des fins elles aussi multiples. Au début des années 1950, le besoin se fit sentir de dépasser les divisions au sein des sociétés occidentales et de lancer une (contre) offensive aussi large que possible, afin de parer à la « coexistence pacifique », perçue à l'Ouest comme un piège. Différents efforts de concertation virent alors le jour, notamment sous l'impulsion des Etats-Unis, mais toujours avec le consentement, quand ce n'était pas carrément à l'initiative des Européens. Au sein de la galaxie des organisations anticommunistes transnationales, Giles Scott-Smith a pointé le rôle d'Interdoc, une organisation issue des rangs du renseignement au début des années 1950, à la croisée des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne (alors que les réelles collaborations entre services de renseignements étaient rares). Il a montré l'évolution de cette organisation vers un anticommunisme se voulant « positif », tourné vers la refondation des valeurs de l'Occident, contre l'anticommunisme considéré comme « négatif » d'un mouvement tel que Paix et Liberté par exemple. Il a également mis en évidence les liens étroits d'Interdoc avec certaines grandes entreprises privées, en particulier la société pétrolière Shell, Interdoc émergeant souvent là où la multinationale néerlandaise était implantée...

Le **premier panel**, intitulé « Figures », s'est penché sur le cas de trois personnages incarnant respectivement trois types d'engagement anticommuniste : social-démocrate, néofasciste et syndicaliste. Ainsi Olivier DARD (Université de Metz) a-t-il analysé l'action de la Française Suzanne Labin, connue pour ses nombreuses publications enflammées contre la « guerre des Soviets » dans le monde. Olivier Dard a montré que Labin, venue de la gauche socialiste des années 1930, ne s'en éloigna en fait jamais vraiment au temps de la guerre froide, contrairement à une image de « passionaria d'extrême-droite » qu'on lui prête en raison de ses nombreux acoquinements avec des milieux radicaux (le journal valaisan ultra conservateur *Le Nouvelliste*, la *World Anti-Communist League* dont elle fut une des pionnières, etc.). Il a également fait ressortir un aspect touchant directement la problématique du colloque, à savoir l'inscription de Suzanne Labin dans une échelle bien plus atlantique que française, ce qui lui valut d'ailleurs incompréhension et inefficience sur le plan national. Labin, comme le releva Dard, « ne raisonnait pas dans des catégories françaises, mais dans celles, atlantiques, de la guerre froide ». Quant à Pierre ABRAMOVICI (journaliste, Paris), il s'est penché sur le parcours, devenu en quelque sorte « international » par la force des choses (poursuites judiciaires dans son pays), du néofasciste italien Stefano Delle Chiaie. Mêlé aux plus sombres intrigues de la République italienne de l'après-guerre, il aura mené un infatigable combat de type révolutionnaire contre les gauches et la droite bourgeoise en tissant une toile de contacts dans de nombreux pays, en particulier en Amérique latine où il associa son nom à diverses expériences putchistes et dictatoriales. Si l'anticommunisme ne constitua pas le moteur de son action politique, il n'en imprégna pas moins fortement ses activités et fut à l'origine d'un certain nombre d'initiatives ponctuelles. Enfin, Luc VAN DONGEN (Université de Fribourg) s'employa à dévoiler la face méconnue du leader syndical genevois Lucien Tronchet, connu pour ses engagements libertaires d'action directe au cours des années 1920-1930, mais dont

l'étendue des connivences avec les Etats-Unis durant la guerre froide étaient encore méconnue. A partir de quatre « nœuds » – un congrès syndical en 1950, un voyage aux Etats-Unis en 1951, une mission en Indochine en 1953 et les activités d'un centre de formation pour syndicalistes du Tiers Monde –, van Dongen a rendu compte de l'étonnante profondeur des liens de Tronchet avec les Américains, qui témoignent d'une convergence d'intérêts et non d'une instrumentalisation unilatérale. A la volonté de Tronchet de combattre l'influence communiste dans le mouvement syndical international et de renforcer son pouvoir d'action personnel répondit la stratégie américaine visant à tirer parti de la position stratégique occupée par Tronchet à Genève, de sa popularité au sein du mouvement ouvrier, de son image d'incorruptible et de son rayonnement européen. Tronchet fut sans doute l'un des principaux pivots de la « *Non-Communist Left Policy* » des Etats-Unis relative à la Suisse.

Le **second panel** était dédié à des aspects relatifs au renseignement et à la sécurité. Daniele GANSER (Université de Bâle) a brossé un tableau général des réseaux dits « *Stay-Behind* » apparus à l'ombre de l'OTAN dans la plupart des pays faisant partie de cette alliance occidentale – et même dans des pays neutres tels que la Suisse. Il a notamment défendu la thèse d'une implication de ces réseaux – en leur variante ouest-allemande – dans l'attentat meurtrier perpétré lors de l'*Oktoberfest* de Munich en 1980. Cet attentat, perpétré juste avant les élections au Bundestag, fit une dizaine de morts et reste grevé de mystères. Peer Henrik HANSEN (Cold War Museum Langelandsfort de Rudkøbing) revint sur l'épisode, peu connu sur le continent, de « La Firme », une organisation anticommuniste montée en 1946 conjointement par les services de renseignements américains et danois pour démanteler le parti communiste. Quinze ans durant, cette organisation se livra à la surveillance des communistes danois, à des opérations d'intoxication et au développement des réseaux « *Stay-Behind* ». Elle pourra se targuer d'avoir réussi à placer sur écoute pendant cinq ans le chef du parti communiste, ce qui lui permit de provoquer une scission au sein du parti et de « tenir » l'un des chefs rivaux.

Le **troisième panel** aborda le vaste et complexe sujet du Congrès pour la liberté de la culture. Mikael NILSSON (chercheur indépendant) a évoqué ses incidences intellectuelles sur la pensée de son principal représentant en Suède, Herbert Tingsten. Maren ROTH (Amerika-Institut Ludwig-Maximilians-Universität de Munich) a décrit l'itinéraire cosmopolite de Melvin Lasky jusqu'à la fondation du Congrès (dans laquelle il joua un rôle central), mais sans aborder sa carrière future à la tête des prestigieuses revues *Der Monat* et *Encounter*, toutes deux financées directement par le Congrès et indirectement par la CIA. Nicolas STENGER (Université de Genève), enfin, tenta d'éclairer les fondements de la pensée anticommuniste de l'écrivain-philosophe suisse Denis de Rougemont, en mettant en avant ses motivations chrétiennes en même temps que son aversion pour la figure sartrienne du « compagnon de route ». Enfin, Paola CARLUCCI (Scuola Normale Superiore de Pise) présenta le pendant italien des revues du Congrès, *Tempo Presente*, en s'intéressant plus spécifiquement aux idées de deux de ses principales figures, Nicola Chiaromonte et Ignazio Silone.

Le **quatrième panel**, axé sur les milieux religieux (« Christianisme »), tint toutes ses promesses et fut sans conteste l'un des plus passionnants. Markku RUOTSILA (Université d'Helsinki) a abordé le Conseil international des Eglises chrétiennes (*International Council of Christian Churches*) à la lumière du questionnement sur le transnational. Après avoir cerné la culture politique du Conseil – un fondamentalisme chrétien réfractaire à la modernité autant qu'au communisme et au catholicisme romain –, il a dégagé la nature propre de ce « transnationalisme » dévolu à la gloire d'un Dieu

sans frontières, infini, transcendant. Or si ses aspirations faisaient du Conseil une instance transnationale par essence, ses divergences internes, notamment entre Européens et Américains, les condamnèrent à ne demeurer que vœux pieux. Pour sa part, Johannes GROSSMANN (Université de Sarre) décortiqua la composition et l'évolution du Comité International de Défense de la Civilisation Chrétienne, qui aimait à se présenter en « *Kominform chrétien* », en étant actif sur le terrain de l'information, mais aussi de la propagande et de la guerre psychologique. Tout en s'inscrivant dans une toile très dense de réseaux européens (y compris suisses), le Comité n'en cultiva pas moins ses différences (avec la *World Anti-Communist League* par exemple), en concurrence qu'il était avec les autres organisations anticommunistes. S'agissant de l'histoire du Comité, Grossmann a proposé une périodisation (1948-1952 ; début des années 1950 ; fin des années 1950 ; années 1960) qui mériterait d'être testée pour d'autres mouvements et pays. Puis Bent BOEL (Université d'Aalborg) s'est livré à une démonstration d'histoire sociale appliquée aux « passeurs de bibles ». Missionnaires dans l'âme, quelques Danois entreprirent de faire passer derrière le Rideau de fer des bibles et d'autres ouvrages « libérateurs ». Boel a analysé les enjeux et les modalités de cette action. Enfin Matthieu GILLABERT (Université de Fribourg) a mis en lumière la soviétologie fribourgeoise du professeur dominicain Joseph M. Bochenski, en remontant à sa formation intellectuelle et en pointant son triple ancrage socio-culturel : dans les milieux du Vatican, des émigrés polonais et des philosophes anglo-saxons. Ainsi Bochenski fut-il amené à rédiger l'une des œuvres majeures de la littérature anticommuniste de la guerre froide, le *Handbuch des Weltkommunismus* (1958). Au final, c'est un « expert international » plutôt qu'un homme de réseau qu'a dépeint Gillabert, en contact tout de même avec de nombreuses personnes et institutions en Suisse (le *Schweizerisches Ostinstitut* de Peter Sager) et à l'étranger (surtout en RFA), et suffisamment introduit aux Etats-Unis pour avoir pu bénéficier d'un soutien financier de la fondation Rockefeller.

Le **cinquième panel** rassembla sous le titre « Information et Propagande » deux contributions mettant en jeu les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique par le biais d'intermédiaires européens. Hugh WILFORD (California State University de Long Beach) a traité de l'*American Society of African Culture*, un réseau transnational Etat-privé par excellence. Produit de la diplomatie culturelle américaine (financé en sous-main par la CIA), cette société agrégea progressivement divers milieux : des cercles philanthropiques blancs américains, des artistes et défenseurs des droits civiques afro-américains et les intellectuels africains émigrés à Paris défendant la « *négritude* ». De ce mélange improbable résultèrent de nombreuses tensions. Entre Blancs et Noirs ainsi qu'entre Européens, Américains et Africains. C'est toute la complexité des rapports entre les Etats-Unis et le monde que Wilford a mis en évidence. Des rapports faits de manipulation et de volonté de contrôle de la part des services de renseignements, certes, mais également de résistance, de réappropriation, voire de détournement chez les partenaires impliqués dans la relation. Ainsi en alla-t-il de la campagne menée par certains pour le réveil de la diaspora noire, que les autorités américaines n'avaient nullement prévue, et qui entraînait même en contradiction avec le message que les Etats-Unis tentaient de faire passer. Quant à Tity DE VRIES (Université de Groningen), elle a évoqué un autre cas de missionnaire, non religieux cette fois-ci, en la personne de Sal Tas. Ce journaliste néerlandais, qui fit office d'« agent » de l'Ouest en Afrique, s'identifia si pleinement avec la politique américaine qu'il la fit sienne, quand bien même il était de gauche. Socialiste non dogmatique, ancien résistant, anticommuniste radical, anticolonialiste, Tas avait de bonnes raisons de soutenir la politique américaine en

Afrique. Les Américains de leur côté profitèrent des avantages que pouvait leur procurer un ressortissant néerlandais progressiste, dont les articles pouvaient être utilement diffusés auprès des élites libérales.

Le **sixième panel** apporta des éclairages sur le versant « économique » de la problématique de l'anticommunisme, versant crucial s'il en est. Valérie AUBOURG (Université de Cergy-Pontoise) a défendu l'idée selon laquelle le groupe Bilderberg, rassemblant un impressionnant panel d'industriels, hommes d'affaires, banquiers et politiciens européens, s'il ne fut pas conçu explicitement en tant qu'instrument de combat anticommuniste, n'en poursuivit pas moins implicitement une finalité anticommuniste en promouvant l'atlantisme. Pour pro-américain qu'il fût, le groupe Bilderberg doit être compris, selon Aubourg, comme une initiative européenne, qui plus est non dénuée à l'occasion d'anti-américanisme. Puis Niels BJERRE-POULSEN (University of Southern Denmark) a parlé de la *Mont-Pèlerin Society*, un réseau néolibéral international luttant au moins autant contre l'étatisme que contre le communisme. A en croire Bjerre-Poulsen, la reconstruction de l'Allemagne après 1945 fut l'un des premiers champs d'expérimentation de la *Mont-Pèlerin Society*, bien avant le Chili de Pinochet. Enfin, Adrian HÄNNI (Université de Zurich) s'est efforcé de lever un coin du voile sur la mystérieuse organisation appelée « Le Cercle », fondée en 1952, dont les ramifications s'étendent également à la Suisse (Peter Sager, Fred Luchsinger). Si bien des zones d'ombre subsistent et qu'il est encore difficile d'apprécier son impact réel, il ne fait aucun doute que le Cercle n'est pas un fantasme de conspirationniste.

Le **septième panel** avait pour thème la jeunesse, une population située au cœur d'enjeux importants au temps de la guerre froide, investie d'abord massivement par l'URSS (dès les années 1930) puis objet d'une parade à grande échelle des Etats-Unis – et dans leur sillage des Occidentaux. Nick RUTTER (Université de Yale) a donné à voir l'ampleur du contre-festival « *Lorelei* » dressé en tant que modèle alternatif par les Allemands de l'Ouest – avec le concours de plusieurs pays européens – au Festival mondial de la jeunesse (communiste) de Berlin-Est en 1951. Véritable creuset transnational, la *Lorelei* tenta d'échapper au discours exclusivement négatif (anti-communiste) pour défendre un projet positif (pro-européen). Déjà présente dans l'exposé de Rutter, la CIA est ensuite apparue au premier plan de l'exposé de Karen M. PAGET (chercheuse indépendante et ancienne conseillère du président Clinton) laquelle, en revenant sur son propre parcours, a livré le témoignage d'une « *witting agent* » ayant participé presque malgré elle – sans en avoir mesuré initialement les tenants et aboutissants – au noyautage de la *National Student Association* et à la politique secrète du gouvernement américain en Algérie.

Quant au **huitième et dernier panel**, il fit une (trop) petite place aux émigrés de l'Est et à leur interaction avec la lutte anticommuniste du monde occidental. Bernard WIADERNY (Friedrich-Meinecke-Institut Freie Universität de Berlin) a procédé à une analyse minutieuse du microcosme que constitua le groupe des émigrés polonais éditant la revue *Kultura*, dans l'orbite du Congrès pour la liberté de la culture, tandis que Gergely FEJÉRDY (Université Catholique Pázmány Péter de Budapest) a retracé l'activisme politique des émigrés hongrois, pour lesquels la construction européenne servit de cause fédératrice et d'instrument clé dans la lutte contre les « *démocraties populaires* » de l'Est. Fejérdy n'a pas omis de mentionner l'interférence des Etats-Unis, notamment financièrement, mais il a insisté sur l'indépendance laissée aux Hongrois.

## **Synthèse**

Au départ, la question centrale était donc celle-ci : dans quelle mesure et sous quelle forme le « bloc de l'Ouest » a-t-il dépassé ses divisions et ses particularismes pour engendrer une geste anticommuniste transnationale ?

A cette interrogation, le colloque a apporté des éléments de réponses différenciés et circonstanciés. Il est apparu qu'il n'exista pas une geste unique et centralisée, mais une multitude d'initiatives peu ou prou reliées entre elles. Ce qui ressort en premier, ce sont les **différences** dont ces initiatives furent empreintes :

- Au niveau de leur **référentiel** : certaines visèrent la communauté atlantique (Bilderberg), d'autres un « Occident » chargé de connotations spirituelles (*International Council of Christian Churches*) ou un « Ouest » davantage militariste (Interdoc, Labin), d'autres adhèrent carrément à la *Pax Americana* (Tas) quand d'autres eurent plutôt pour horizon l'Europe (Congrès pour la liberté de la culture).
- Au niveau de leur **morphologie** : les différences sautent aux yeux entre des structures qui s'apparentaient davantage à ce que les sociologues nomment des « *communautés politiques* » (groupes assez amples et homogènes ayant en commun une vision globale des choses, par exemple l'*International Council of Christian Churches*), des « *communautés épistémiques* » (groupes de spécialistes réunis autour d'un objectif spécifique qui relève de leur compétence, par exemple les *Ostinstitute* de Bochenski et Sager en Suisse) ou bien des « *coalitions de défense* » (groupes peu soudés, informels et versatiles, tel que Le Cercle).
- Au niveau des **identités** et des **valeurs** : les contributions ont mis en évidence des côtoiements et certaines proximités entre des milieux d'obédience libérale, progressiste, fondamentaliste, socialiste, néofasciste... De même, les valeurs portées par ces milieux oscillaient entre la démocratie, l'« *American Way of Life* », l'économie de marché, la modernité, l'autodétermination des peuples, la troisième voie, etc.
- Au niveau de la **place** occupée par l'anticommunisme dans l'orientation des groupes et individus considérés : tantôt directe et prépondérante (Comité pour la défense de la civilisation chrétienne, *World Anti-Communist League*...), tantôt indirecte et sous-entendue (Bilderberg), tantôt subordonnée à un projet politique autre (Delle Chiaie).

Malgré les différences entre ces acteurs de l'anticommunisme, des **échanges**, des **coopérations** et même des **interdépendances** ont pu être mises en évidence au fil des panels. Dans les faits, les différents réseaux étaient souvent enchevêtrés, une même personne oeuvrant dans plusieurs structures, etc. D'où la difficulté, pour l'historien, de rendre compte de ces ubiquités et transferts aussi multiples que confus, *a fortiori* quand ceux-ci évoluent dans le temps. Le risque est grand de céder à la facilité du concept de « *melting-pot* ». Bref, l'histoire des réseaux gagnerait à être mieux définie sur le plan méthodologique.

La « **transnationalité** » aura été présente dans toutes les contributions, même si le concept est demeuré parfois vague, à l'état latent dans certaines d'entre elles. Selon les auteurs, il a revêtu des acceptions assez différentes, allant de ce qui est « non-gouvernemental » à un synonyme d'« international ». Dans l'ensemble, peu d'auteurs se sont employés à définir et à théoriser cette notion. Aux yeux des organisateurs, il semblerait judicieux de comprendre comme processus transnational toute interaction transfrontalière se produisant entre individus ou groupes « homologues » jouissant d'une certaine assise sociale dans leurs pays respectifs. Dans cet ordre d'idées, et en rapport avec la thématique, se sont précisées certaines « *créatures transnationales* »

(Pierre-Yves Saunier) typiques : le Comité pour la défense de la civilisation chrétienne, le Congrès pour la liberté de la culture, etc. Nul doute que Bernard Ludwig, s'il avait pu être là, aurait également classé le mouvement Paix et Liberté dans cette catégorie. A l'échelon individuel aussi se sont dégagés des profils (contrastés) de créatures transnationales : l'atlantique Suzanne Labin, le syndicaliste international Lucien Tronchet, l'expert international Joseph Bochenski, l'internationaliste forcé Stefano Delle Chiaie, le missionnaire laïc Sal Tas, etc.

Reste que l'interaction transnationale se joue sur plusieurs niveaux – politique (actions), social (réseaux) et culturel (transferts) – et qu'elle soulève la question de la **nature** des liens, à savoir leur force, leur hiérarchie, leur direction (unilatérale, bilatérale, multilatérale pour reprendre la terminologie diplomatique), leur transparence (en connaissance de cause/à l'insu des intéressés, publics/secret). S'agissant des Etats-Unis et du rôle de « main invisible » souvent prêté à leurs services de renseignements (CIA), il est apparu que ce rôle fut bien réel (« la Firme », l'*American Society of African Culture*, la *National Student Association*, etc.), mais souvent plus ambivalent et subtil qu'il n'y paraît de prime abord, soit que l'impulsion initiale fût européenne, soit que la contribution américaine servît d'abord les intérêts de l'autre, soit que l'ordre de préséance et la part de responsabilité prise par chacun fussent brouillés.

Du point de vue chronologique, le colloque a fait ressortir l'importance de certains « **moments** » et **tournants** : le début des années 1950 avec la systématisation de la guerre psychologique ; le temps de la coexistence pacifique ; l'entrée en lice des grandes organisations anticomunistes asiatiques ; le basculement dans l'anticommunisme « positif » au début des années 1960 (déjà au cours des années 1950 selon Giles Scott-Smith) ; la substitution de l'ennemi intérieur à l'ennemi extérieur parallèlement à l'essor des nouvelles gauches ; la « seconde guerre froide » au temps de la guerre d'Afghanistan ; etc.

Comme l'a mentionné l'un des participants, un double écueil menace quiconque s'intéresse à la problématique : confondre les œuvres des anticomunistes avec une *cabale* ou, à l'inverse, réduire leurs activités à celles d'un *club*. Les participants se sont pour la plupart gardés de ces deux travers.

### ***La publication***

Il est prévu d'éditer un ouvrage à partir des contributions faites au colloque, afin d'en faire connaître les résultats et mettre en valeur l'activité scientifique qui s'accomplit à l'Université de Fribourg. Le volume regroupera une sélection de textes que les organisateurs espèrent publier en anglais. Ceux-ci offriront des éclairages inédits tant sur le plan empirique qu'épistémologique. L'entreprise a également pour but d'établir des ponts entre les différentes historiographies. Dans la droite ligne du colloque, elle mettra à l'honneur – et à l'épreuve – la dimension transnationale du phénomène anticomuniste. La recherche de fonds est actuellement en cours.